

Madison points out, developed simultaneously with nation-states and have been institutionally and culturally linked to those states (p. 301). Media are also about the flow of ideas and information, however, and, while nation-states have often, to greater or lesser degrees, tried to control that flow to buttress the social control of their own populations, none has been able to prevent communications from seeping across borders, in or out. In the earliest period covered here, the means of communication was often the movement of individuals or of private correspondence. Later it occurred through the circulation of printed materials of various kinds. In the twentieth century, the development of electronic forms that are difficult if not impossible to jam at borders has made the media even more the “hyper-national” avatars of “techno-globalization”, for better or for worse (pp. 300–301). Yet few media historians think in those expansive terms yet. One of the great strengths of this book, then, is that it brings together scholars from a variety of disciplines from Germany and the United States (and one from Israel) to foster cross-national Atlantic World fertilization.

A second theme, highlighted by commentator Volker Depkat of the University of Greifswald, is that media history needs to be conceived of in the broadest possible way as social history. While in the past the history of the media often focused on technological development and commercial imperatives (and to a lesser extent on content analyses), what really makes media important is their “interdependence with ongoing processes of social change”, in other words, their social function (p. 374). Unfortunately, in most national historiographies, media history is viewed as a rather limited sub-field of interest only to a handful of specialists. But as Joan Scott argued with respect to her concept of gender history, a redefinition of the field is necessary to bring it into the mainstream, and a renewed emphasis on integrating the history of the media and media messages with the histories of the societies within which they are so embedded suggests another model for future endeavours.

There are some small irritants in the book. Unfortunately, the English translation of some of the German texts is less than fluent, and the English editing is rife with errors, especially of punctuation. In sum, however, the five discrete sections of this collection will be of interest to those who are specialists in the particular fields covered. More importantly, the broad themes so ably identified by the ten commentators point to the significance of media history as a sub-genre of social history and as central to the burgeoning field of global history. In those respects, this book should be of interest to all.

Mary Vipond  
Concordia University

FRAGER, Ruth A., and Carmela K. PATRIAS — *Discounted Labour: Women Workers in Canada, 1870–1939*. Toronto: University of Toronto Press, 2005. Pp. 189.

Les femmes travaillent à rabais. Sur le marché du travail, elles exécutent des tâches en tout point comparables à celles des hommes, mais elles touchent en règle générale une rémunération moindre que ces derniers. Si, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'écart

salarial entre les sexes s'est progressivement atténué, des discriminations fondées sur le sexe persistent toujours. Dans le livre *Discounted Labour*, les historiennes Ruth A. Frager et Carmela K. Patrias font la synthèse des études historiques sur les conditions salariales des travailleuses canadiennes entre 1870 et 1939. Tout en situant leur propos à un niveau accessible à un large lectorat, elles ne font pas de compromis sur les exigences d'une synthèse scientifique. Par exemple, elles comparent les femmes actives sur le marché du travail, selon leur appartenance à une classe sociale ou à un groupe ethnique, en accord avec les approches méthodologiques reconnues.

La première partie du livre dresse le portrait-type de la travailleuse. Jeune, célibataire et sans enfant, la femme accédait au marché du travail dans l'attente d'une situation convenable. Tôt ou tard, elle allait se marier et fonder un foyer où elle jouerait un rôle domestique adapté à sa nature. L'homme, quant à lui, devait pourvoir aux besoins matériels de sa famille par l'exercice d'une occupation rémunératrice. Telle était la vision stéréotypée de l'époque. Par conséquent, les employeurs se sentaient justifiés de ne pas reconnaître l'expérience des femmes au travail. En revanche, ils étaient prompts à verser aux travailleurs un salaire conséquent à leurs charges familiales. Or, dans les faits, la proportion de femmes actives sur le marché du travail bondit de un dixième à un quart entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le milieu du XX<sup>e</sup> siècle. En outre, elles contribuaient de plus en plus à la constitution du revenu familial. Elles trouvaient de l'emploi dans le secteur manufacturier, tandis que d'autres travaillaient à la pièce à domicile. Le secteur des services, qui prit de l'expansion durant l'entre-deux-guerres, permit à des femmes de toucher des salaires rémunérateurs mais toujours en deçà de leurs homologues masculins.

La deuxième partie du livre expose les attitudes de la société canadienne. Les réformateurs sociaux de tous horizons, paternalistes, dénonçaient les effets corrupteurs du travail sur les attributs de la femme. Loin de mettre en question les discriminations, les associations de femmes, elles-mêmes, veillaient au maintien des valeurs traditionnelles. Quelques voix réformistes féminines se firent entendre, sans jamais dominer la mêlée conservatrice. De plus, les syndicats excluaient formellement les femmes de leurs rangs. Ils soutenaient qu'elles ne pouvaient entrer sur le marché du travail que si, et seulement si, il y avait une grave pénurie de travailleurs. Avant toute chose, ils craignaient que les revendications salariales des travailleuses ne mènent à un nivellement des salaires des travailleurs vers le bas. Enfin, les gouvernements adoptèrent un train de réformes sociales sur la condition féminine. Ils versèrent des allocations familiales, protégèrent les travailleuses sur leur lieu de travail et leur accordèrent un salaire minimal, mais toujours en deçà de celui des travailleurs.

Toutes choses étant considérées, l'inégalité salariale entre les sexes provient d'au moins deux stéréotypes tenaces : l'idéologie domestique, où la femme trouve sa place dans l'univers domestique; et l'idéalisation de la féminité, où la femme possède une nature propre qui ne doit pas être altérée par le travail. Frager et Patrias étayent cette thèse par les études les plus importantes sur l'histoire des femmes au Canada. La bibliographie du livre renvoie en effet aux contributions des Denyse Baillargeon, Nancy Christie, Patricia Connelly, Cynthia Comacchio, Mary Kinnear, Wendy Mitchinson et consorts. Or, le livre réduit les débats historiographiques à la portion la plus congrue; et, par le fait même, il produit l'impression que les débats historiographiques sur l'his-

toire des femmes, du moins les plus importants, doivent être occultés au non-spécialiste. Le livre comporte une lacune plus importante. Autant il explique avec clarté et concision les causes de l'inégalité salariale entre les sexes, autant il ne donne pas de preuve convaincante des différentiels salariaux, comme on en trouve dans toute étude d'histoire du travail. Dans tout le livre, on ne trouve que trois exemples de différentiels salariaux; aucun n'est substantiel; tous sont anecdotiques. Les spécialistes ne réclament sans doute plus de preuve; mais les lecteurs non-spécialistes, ceux à qui les auteurs s'adressent, ne verront pas concrètement l'effet des stéréotypes sur le niveau de revenu des travailleuses par comparaison à celui des travailleurs.

Qu'est-il advenu de l'inégalité salariale entre les sexes après 1939? Les auteures épilognent sur le sujet en conclusion sans qu'il ne soit justifié d'arrêter la démonstration à cette borne. La Seconde Guerre mondiale accéléra pourtant l'entrée des femmes sur le marché du travail. Le nombre de femmes actives, y compris les femmes mariées, monta en flèche à partir de la fin des années 1950. La scolarisation des femmes à l'université, qui eut pour effet de repousser l'âge du mariage, contribua fortement à cette transformation et à ouvrir des filières d'emploi dans des secteurs non-traditionnels. Bon nombre de jeunes femmes se voyaient désormais en train de réaliser une carrière professionnelle à l'horizon de leur vie adulte. En outre, des mouvements de femmes portèrent sur la place publique le débat de l'égalité entre les sexes et obtinrent de meilleures conditions salariales. Enfin, à la fin des années 1970, de nouvelles politiques du travail, destinées à lever les discriminations à l'emploi, contribuèrent à réduire l'écart salarial entre les sexes.

En bref, le livre *Discounted Labour* trouvera sa place dans les bibliographies des cours sur l'histoire des femmes, du travail et de la société canadienne; mais il sera plus difficilement cité en introduction d'études spécialisées sur ces mêmes sujets, de par l'atténuation qu'il fait des débats historiographiques. Enfin, il ne reste plus qu'à espérer la parution d'une livre qui embrasse l'histoire des travailleuses canadiennes jusqu'à la période contemporaine, une synthèse qui serait l'équivalent des travaux de Claudia Golding sur les États-Unis.

Jean-François Auger

*Technische Universiteit Delft, Pays-Bas*

GARAVAGLIA, Juan Carlos, et Jean-Frédéric SCHAUB (dir.) — *Lois, justice, coutume. Amérique et Europe latines (16<sup>e</sup>–19<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2005, 317 p.

Ce livre réunit un ensemble de textes qui partagent trois traits communs : un espace culturel, les sociétés du Sud de l'Europe et de l'Amérique, caractérisées par l'héritage du *ius commune* et de la théologie catholique; l'intérêt d'aborder la place du droit dans les processus de négociation politique; et le dialogue entre l'histoire juridique et l'histoire sociale.

Les textes poursuivent deux objectifs, clairement exposés par les directeurs de l'ouvrage dans une introduction éclairante. Tout d'abord, celui de « fonder une nou-